



A la rescousse de la promotion des vins

SUBVENTIONS Le Conseil fédéral a renoncé à prolonger la hausse des aides en faveur de la production suisse, contre l'avis du parlement. Des conseillers nationaux veulent défendre ces montants, indispensables selon eux au secteur viticole

YAN PAUCHARD
@yanpauchard

Les vendanges auront un goût amer cette année. Au vu de la situation difficile des finances de la Confédération, le Conseil fédéral veut économiser dans le domaine de la promotion des vins suisses. La décision provoque d'autant plus la colère des vigneron·nes qu'elle va à l'encontre de la volonté du parlement, qui avait en décembre 2022 entériné une hausse de ce soutien, le faisant passer de 2,8 à 9 millions de francs. Une victoire finalement de courte durée pour le milieu viticole, vu que moins d'une année plus tard, la ministre des Finances Karin Keller-Sutter a choisi de ne pas reconduire le vote du parlement dans le prochain budget, et propose de revenir à 2,8 millions de francs.

«On ne peut pas faire un tel stop-and-go»

BENJAMIN RODUIT, CONSEILLER NATIONAL (LE CENTRE/VS)

Ce retour à la case départ fait bondir le conseiller national valaisan Benjamin Roduit, à l'origine de la proposition d'augmenter les moyens des milieux de promotion des vins suisses. «On ne peut pas faire un tel stop-and-go», fulmine l'élus du Centre. Des campagnes ont été lancées. Il ne s'agit pas seulement d'affiches ventant les produits, mais de la mise sur pied de véritables circuits de distribution. C'est un travail de longue haleine, dont les fruits se récoltent après une

période de trois à cinq ans. Tous ces efforts auront été vains si on revient déjà aujourd'hui en arrière.»

Situation de «concurrence déloyale»

Benjamin Roduit demeure conscient des difficultés d'une Confédération qui a notamment dû opérer des coupes linéaires de 2% sur les dépenses, mais «c'est notre rôle à Berne de placer des priorités». Et pour le Valaisan, lui-même fils de vigneron, la promotion des vins suisses en est une, car ceux-ci sont victimes d'une «situation de concurrence déloyale» vis-à-vis des produits étrangers. «L'Italie, par exemple, dépense à elle seule 18 millions d'euros pour promouvoir ses vins en Suisse», relève encore le conseiller national. C'est d'ailleurs ce chiffre qui avait servi de calcul pour sa proposition au parlement. «La Confédération versait 9 millions auxquels se rajoutaient 9 millions de francs mis par les acteurs de la branche», rappelle encore le centriste.

Mais pour le conseiller national, la messe n'est pas encore dite. La discussion finale sur le budget aura lieu en décembre, avec le nouveau parlement, et Benjamin Roduit promet d'intensifier son action durant cet automne pour faire remonter ce soutien à la promotion des vins. Il s'agit également d'une question de «cohésion nationale», la vigne étant le seul secteur agricole où la Suisse romande est majoritaire avec trois-quarts de la production.

Dans son combat, le centriste sera épaulé par son collègue PLR Jacques Bourgeois, président de

la Fédération suisse des vigneron·nes et membre de la commission des finances du National.

Enjeu immense pour les professionnels

A ses yeux, cette aide est indispensable si l'on veut faire remonter les parts de marché des vins suisses à 40% (contre 37% en 2019). Pour l'un des derniers combats sous la Coupole du Fribourgeois, la marge de manœuvre sera réduite, notamment en raison du frein à l'endettement. «Sur un budget de 80 milliards, on devrait trouver des solutions», assure-t-il néanmoins.

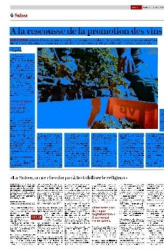
Du côté des professionnels, l'incertitude règne. «L'enjeu est immense», confirme Cynthia Chabbey, directrice adjointe de l'Interprofession de la vigne et du vin du Valais (IVV). Elle ressent une certaine frustration: «Il fut une époque où le concurrent était la cave du village, puis celles du canton voisin. Là, nous avons réussi à créer une dynamique nationale autour des vins suisses afin de faire face à la concurrence étrangère». Pour la Valaisanne, une réduction des aides couperait cet élan à un moment charnière pour la viticulture comme pour l'ensemble de l'agriculture.

«Consommer local, sur des circuits courts, est plus écologique, tout en laissant une plus grande plus value ici en Suisse, en termes d'emplois, mais aussi de patrimoine», conclut Cynthia Chabbey. «C'est un investissement, pas seulement pour les familles vigneronnes, tant celles-ci contribuent, par leur travail, à la préservation de nos paysages», insiste encore Jacques Bourgeois, citant au passage les vignes en terrasses de Lavaux, inscrites à l'Unesco. ■

LE TEMPS

Le Temps
1209 Genève
022 575 80 50
<https://www.letemps.ch/>

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 35'127
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich



Seite: 6
Fläche: 75'081 mm²

Auftrag: 3007101
Themen-Nr.: 999.222

Referenz: 89221295
Ausschnitt Seite: 2/2



Les vignerons sont en colère à la suite de la décision du Conseil fédéral, qui va à l'encontre de la volonté du parlement.
(GRANDVAUX, 4 OCTOBRE 2016 / JEAN-CHRISTOPHE BOTT/KEYSTONE)